

retraite...retrait...retraite...retrait...retraite...  
retraite...retrait...retraite...retrait...retraite..



# Allumons le FEU !

*Malgré le succès des différentes journées d'action, le gouvernement reste sourd à nos revendications. Mais le mouvement a encore des réserves de mobilisation. Pour commencer, il s'agit de réussir le 2 octobre et préparer la grève générale reconductible partout où c'est possible.*

Après le 24 juin et le 7 septembre, la journée de grève et de manifestations du 23 septembre a été un nouveau succès. Trois millions de manifestants ont une nouvelle fois battu le pavé pour exiger le retrait de ce projet de loi injuste pour l'ensemble des salariés et en particulier pour les femmes. Projet qui correspond point par point aux exigences du Medef. La mobilisation, n'en déplaise à Sarkozy et à son gouvernement,

s'amplifie et se radicalise. Les taux de grève restent forts dans de nombreux secteurs et désormais la jeunesse et les travailleurs du privé rejoignent massivement la mobilisation. Ainsi, le nombre de grévistes a été important voire très important, par exemple dans la chimie où plus de 80% des salariés de Total étaient en grève. Le succès de cette journée est un signe supplémentaire du rejet profond du projet de loi sur les retraites mais

plus généralement de la politique antisociale, raciste et sécuritaire de Sarkozy et de son gouvernement. Face à ce succès, le gouvernement, la droite, malgré leurs divisions, restent unis pour défendre leur texte. Ils ont même affiché, une nouvelle fois, tout leur mépris et leur cynisme envers la colère sociale en affirmant le 23 au soir, que « même s'il y avait 5 millions de personnes dans la rue », ils feraient passer

**Agenda**

**1<sup>er</sup> octobre, Université populaire et républicaine, Marseille.**

L'université populaire et républicaine organise une réunion publique avec Philippe Corcuff : « *Les individus contre le capitalisme* ». RV à 19 heures, salle de la mairie, E 1-7, 12 bd Dugommier (M<sup>o</sup> Canebière).

**2 octobre, manifestations retraites, national.**

Après le succès du 23 septembre et face au mépris du gouvernement, l'intersyndicale appelle à une nouvelle journée de manifestations. À Paris, RV à 14h30, place de la République.

**2 octobre, Fête NPA, Montreuil.**

Le NPA-Montreuil en fête ! Interventions militantes : retraites, Roms et eau + apéro dinatoire musical avec Sunday afternoon. RV à partir de 19 heures, Maison de Quartier Gérard-Rinçon, 30, rue Ernest-Savart, M<sup>o</sup> Mairie-de-Montreuil, bus 115 arrêt Général De Gaulle.

**2 octobre, Fête NPA, Montpellier.**

Fête départementale du NPA. 18 heures : table ronde « *Comment continuer la lutte ? Quelle alternative politique ?* » avec notamment des syndicalistes et David Hermet (NPA), Yvan Garcia, (PCF), René Revol (PG), Christian Sunt (Objecteur de croissance)... 19h30 : apéritif en musique avec Les pitres à pointe. Assiettes repas variées, spécialités... Stands, librairie. Expo photo de Xavier Malafosse.

21 heures : meeting Collectif Rom/sans-papiers/anti Besson, Coalition Agrexco, Collectif retraites et Myriam Martin (exécutif du NPA). 22 heures : concerts The Stains (rock) et Brouss Dokotor (reggae) Entrée gratuite soutien libre. RV Parc municipal de Clapiers.

**5 octobre, Amérique latine, Montpellier.**

Café Motivés : *Quelles gauches en Amérique latine ?* avec Franck Gaudichaud. RV à 19 heures, 14, rue du commerce. Exposé, débat et repas sur place. (PAF 5 euros).

**15 octobre, Société Louise-Michel, Saint-Denis.**

La Société Louise-Michel organise un débat public sur le thème « *Figures de la classe ouvrière : hier, aujourd'hui, demain* ». Avec Florence Aubenas, Marcel Trillat, Gérard Mordillat, Olivier Besancenot, Xavier Mathieu (Continental), Pierre Le Ménahès (SBFM), Pascale Montel (métallurgiste). RV à 19h30 à la Bourse du travail de Saint-Denis (M<sup>o</sup> Porte de Paris).

**15 octobre, colloque écologie, Paris.**

Colloque « *Face à la crise écologique et sociale, quelles relocalisations et reconversions ?* », avec la participation de Aitec, Amis de la Terre, Attac, CFTD, CGT, Crid, collectif Richesses, Confédération paysanne, association 4D (dossiers et débats pour le développement durable), FSU, Global Chance, Greenpeace, Réseau action climat, collectif Relocalisons, Solidaires... RV de 10 à 13 heures à la Bourse du travail, 3, rue Château-d'eau, Paris.



**Retraites : allumons le feu !**

SUITE DE LA PAGE 1

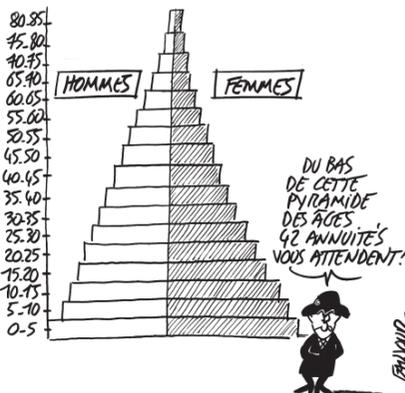
cette loi. Mais ce cynisme ne parvient pas à cacher la fragilité d'un gouvernement aux abois qui utilise toutes les ficelles pour durer : la politique de la peur avec les menaces terroristes ou encore celle de la division avec la chasse aux étrangers, en particulier les Roms. Ils oublient aussi qu'on nous a déjà fait le coup du mépris en décembre 1995 et au moment du contrat première embauche, en 2006 où, face à la détermination des salariés et de la jeunesse, face aux mobilisations, Juppé comme Villepin ont dû faire marche arrière.

Nous savons tous que, pour gagner, c'est une véritable confrontation sociale et politique avec le gouvernement qu'il faut engager ! Et cela passe par la grève générale reconductible pour faire céder Sarkozy ! Et non par des promesses électorales pour 2012 auxquelles personne ne croit, ou en déportant la mobilisation sur le terrain institutionnel en proposant par exemple un référendum. C'est dans la rue et maintenant que ça se joue.

L'intersyndicale propose comme perspective après le 23 septembre, une journée de manifestations le samedi 2 octobre et une autre journée de grève le mardi 12. Pour nous, ce calendrier est tardif, il aurait dû être plus resserré, plus

offensif ! Toutefois, il faut se saisir de ces temps forts pour entraîner dans la mobilisation tous ceux qui doutent, hésitent.

La réussite du 2 octobre est une étape indispensable pour franchir un cap dans la mobilisation et nous pouvons entraîner tous ceux et celles qui soutiennent la contestation mais ne peuvent se mettre en grève. Et, sans attendre le 12 octobre, partout où c'est possible, la reconduction de la grève doit être mise en discussion et décidée dès lors que les conditions en sont réunies.



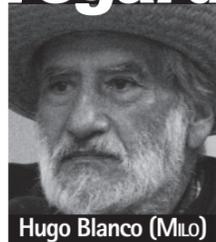
Les actions de blocage, comme ce fut le cas, il y a quelques jours, au Havre, à la raffinerie de Savoie et dans de nombreux endroits, doivent se développer pour montrer notre détermination. Pourquoi par exemple ne pas être en grève dès ce mardi 5 octobre, premier jour de débat du projet de loi au Sénat, ou encore organiser des manifestations femmes sur la question spécifique de la discrimination qui sera aggravée si cette loi est votée ?

Contrairement à ce que dit le gouvernement le dossier des retraites n'est pas clos. Nous pouvons gagner. Le mouvement a de la réserve et se radicalise de jour en jour. Partout la reconduction est discutée, des appels à la grève reconductible voient le jour comme c'est le cas à Marseille, à partir du 4 octobre ou à la SNCF et dans la chimie, à partir du 12 octobre. La détermination est bel et bien là pour faire reculer le gouvernement. Obtenir le retrait c'est possible, alors on ne lâche rien, on amplifie et on durcit le mouvement dans les semaines qui viennent, pour montrer à Sarkozy que la rue a du pouvoir dans ce pays !

Sandra Demarcq

**regards**

Propos recueillis par Béatrice Whitaker



**PEUPLES INDIGÈNES Une lutte écosocialiste**

Le 24 septembre s'est tenue, à Paris, une conférence en défense des droits des peuples originaires des Amériques. Hugo Blanco, dirigeant historique de la gauche et du mouvement paysan péruvien et latino-américain, nous explique l'enjeu de leurs luttes.

**Comment s'explique la résistance résolue des peuples indigènes ?**

En Amérique, la résistance indigène existe depuis cinq siècles. Mais actuellement sa force se manifeste davantage parce que le niveau d'agression augmente. Les indigènes luttent contre le saccage des ressources naturelles et contre toutes les formes d'oppression : par rapport à leurs langues, leur médecine, leurs arts, leur vision du cosmos... et contre le travail forcé.

L'agression du capitalisme n'a jamais été aussi forte. L'eau est volée pour approvisionner les mines qui - avec les entreprises d'extraction du pétrole, du gaz, etc. - empoisonnent la population et le sol. L'agression consiste aussi à détruire les forêts pour en exploiter le bois et pour créer des kilomètres de surfaces destinées à l'élevage. La construction de digues pour l'installation de centrales hydroélectriques engendre par ailleurs l'expulsion des populations, car en les privant d'eau, cela les empêche de vivre de leurs plantations. L'agro-industrie est une autre agression. La monoculture appauvrit le sol et utilise, en outre, des engrais, herbicides et insecticides chimiques, alors que les paysans de ces territoires pratiquent la rotation des cultures et les cultures associées - en plantant différentes espèces sur un même lieu - et utilisent des engrais organiques. Ces agressions de plus en plus fortes, provoquent ainsi une résistance indigène croissante.

**Quels sont leurs outils pour résister ?**

La lutte des peuples indigènes concerne aussi leur organisation communautaire : les problèmes de l'ensemble sont résolus par l'ensemble de la population. Et c'est aussi leur force. Les multinationales ont compris que les organisations communautaires menacent leurs productions. Au niveau institutionnel, elles réussissent à obtenir des gouvernements, une législation contre ces communautés. Elles n'hésitent donc pas à recourir aux actions violentes comme les assassinats d'indigènes, les dénonciations, la prison...

Certaines organisations rassemblent l'ensemble de communautés d'indigènes, comme dans des parties de la forêt péruvienne, en Cali en Colombie, les Cunas des îles de Panama. Le meilleur exemple est celui des zapatistes du Chiapas, au Mexique, où il existe un gouvernement collectif dont les membres tournent et ne sont pas rémunérés pour exercer leur rôle dans l'exécutif ou d'élus. C'est un gouvernement exclusivement civil et les membres de l'armée zapatiste ne peuvent y participer.

**Quels sont les fondements de la pensée des indigènes ?**

Tout d'abord, certains principes sont communs aux peuples indigènes de la planète comme les aborigènes, par exemple, mais également ceux

d'Amérique, d'Afrique, d'Asie ou d'Océanie.

L'axe principal est la grande interaction avec la nature, car la nature est leur vie.

Ensuite, les décisions qui affectent la collectivité doivent être prises par la collectivité, et non par l'individu. Ce que les intellectuels appellent « *el buen vivir* » (le bien vivre), c'est-à-dire le bonheur, ne se résume pas à l'argent, à la consommation de ce qui est à la mode et qui provoque l'admiration et la jalousie des uns envers les autres.

Une autre caractéristique de leur pensée est le respect des ancêtres et des descendants, alors que l'idéologie néolibérale pousse de plus en plus à vivre en fonction du présent et des présents, en expulsant les personnes âgées des activités sociales.

Enfin, le respect de la diversité : chaque peuple indigène a ses propres habitudes vestimentaires, parle sa propre langue. Malgré cette diversité, ils s'organisent de façon unitaire pour la défense de leur territoire, de la nature, comme c'est le cas pour la défense de la forêt amazonienne. Leurs luttes favorisent la pression sur la société pour obtenir des gouvernements progressistes.

**Quels sont les points communs entre nos luttes et les leurs ?**

Leurs rébellions sont profondément politiques parce qu'il s'agit de décider qui va gouverner sur leurs territoires : les entreprises multinationales ou la population qui refuse leurs mines ou leurs activités. Les gouvernements qui imposent les activités des multinationales dans ces territoires le font au nom du développement, mais il faudra demander aux indigènes quel développement ils veulent. En mots occidentaux, les indigènes sont engagés dans une lutte écosocialiste pour la défense de la nature et le respect de leur organisation collective démocratique.



(PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO)

# Le terrorisme comme diversion

Alors que des millions de personnes sont en grève et manifestent dans les rues du pays pour défendre le droit à la retraite, le gouvernement se répand dans la presse sur une prétendue menace terroriste, incitant la population à serrer les rangs.

La menace terroriste brandie récemment par plusieurs membres du gouvernement et relayée par de hauts responsables de la police ne cesse d'intriguer. Trois jours avant la mobilisation en défense des retraites, le 23 septembre, Hortefeux déclare « la menace d'attentat est réelle, la vigilance est renforcée ». Les déclarations de Péchenard, le directeur général de la police nationale, allant jusqu'à dire, la veille de la manifestation, que « le pic de menace est incontestable » et du patron de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), Bernard Squarcini, sur le danger imminent et bien réel ressemblent à une mise en scène de la part de ces trois proches de Sarkozy. Un responsable des services de renseignement a même été jusqu'à déclarer à l'AFP : « on ne sait pas quand et où l'attentat aura lieu, mais on sait qu'il aura lieu ». On ne saurait être plus précis. Les services de renseignement envoient régulièrement des alertes mais celles-ci ne sont pas rendues publiques. Il faut savoir que le plan Vigipirate, en vigueur actuellement, a plusieurs niveaux d'alerte en fonction du risque encouru. L'alerte rouge est l'avant-dernière en termes de dispositif et prévoit la surveillance renforcée des lieux publics, des grands magasins, la fermeture des gares, métros, aéroports et l'arrêt des transports. Mais ce niveau avait été déclaré depuis plus d'un mois sans que l'opinion publique soit prise à témoin. La cote de Sarkozy est au plus

bas, sa contre-réforme des retraites est impopulaire, sa politique à l'encontre des Roms suscite l'opprobre générale de la part de dirigeants européens et jusque dans son propre camp. Alors, entretenir un climat de peur au lendemain de la prise d'otages au Niger, apparaît comme une solution pour détourner l'attention de la population. Oui, les clignotants sont au rouge mais c'est parce qu'il y a une véritable crise du régime. Il faut alors entretenir un climat d'inquiétude voire de peur permanente, en laissant courir des informations comme celle de l'existence d'une femme kamikaze chargée de commettre un attentat - information qui s'est révélée farfelue - ou en fermant les gares comme celle de Reims ou la gare Saint-Lazare à Paris. Cette stratégie s'accompagne d'une médiatisation de tout incident susceptible d'entretenir ce climat : tout bagage sans propriétaire immédiatement identifié devient un colis piégé potentiel, les images des attentats notamment celui du RER B à Saint-Michel, en 1995, sont de nouveau diffusées.

## POLITIQUE DE LA PEUR

Une fois instillée la suspicion, l'État peut jouer les protecteurs en mettant en avant sa maîtrise des dispositifs et en affirmant qu'il a déjoué des attentats. Mais personne ne saura jamais quelle est la part de vérité. Cette politique de la peur a été pratiquée pendant quatre ans par George W. Bush aux États-Unis entre 2002 et 2005, avec comme fonction de faire remonter la



Paris, le 16 septembre. (CHARLES PLATIAU/REUTERS)

popularité du président dès qu'il était dans une passe difficile pour lui et son clan. Si le gouvernement français joue avec cette peur, c'est qu'il n'a pas réussi à endiguer le ras-le-bol de ceux et celles qui rejettent sa politique. Le mystère qui entoure ces « informations » venues aux oreilles des services de renseignement

laisse une forte impression de manipulation politique. Entretenir la peur pour reprendre la main : tel est l'objectif de Sarkozy et du gouvernement. **Anne Leclerc**



Par **Christine Poupin**

## RÉGIME SEC

À l'occasion du budget, les travaux pratiques de l'austérité continuent. Une spirale infernale de destruction des droits sociaux, d'augmentation du chômage et de la précarité, d'appauvrissement des plus pauvres est engagée. Le logement social est dans le collimateur. L'aide à la construction, versée par l'État aux bailleurs sociaux, va baisser de 650 à 500 millions d'euros au niveau national et le projet de loi de finances 2011 prévoit un prélèvement de 340 millions d'euros. La construction de 60 000 logements sociaux sera ainsi remise en cause. La Sécurité sociale n'est pas épargnée. Un nouveau « plan de redressement » de l'assurance-maladie de 2,5 milliards prévoit une baisse des remboursements, ce qui revient à faire payer la facture aux malades, directement ou par le biais de l'augmentation des mutuelles. Le projet de budget 2011 concocté par Christine Lagarde continue de détruire méthodiquement la fonction publique en supprimant encore 30 000 postes de fonctionnaires. Quant aux 10 milliards d'impôts supplémentaires, pas de danger qu'ils touchent les plus riches ou les spéculateurs.

Pourquoi cette cure d'austérité ? Les ministres de Sarkozy répondent chacun leur tour mais avec un bel ensemble : « Il faut rassurer les marchés ». Et le socialiste Jérôme Cahuzac, président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale déclare « Je ne crois pas que la note de la France soit menacée... Mais au-delà de la notation, les marchés peuvent se montrer plus exigeants et donc alourdir le service de la dette davantage encore ». Tout ce beau monde est d'accord. Si le PS conteste le bouclier fiscal, il partage sur le fond l'objectif de ramener le déficit à 6% fin 2011 et 3% fin 2013, conformément au pacte de stabilité européen : « 6%, c'est un engagement international de la France, il doit être respecté pour que la parole de la France le soit. »

C'est au nom de la dette publique que nous devrions nous serrer la ceinture. En 2008, le seul paiement des intérêts de la dette représentait 45 milliards d'euros, l'équivalent des trois quarts du budget de l'Éducation nationale. Cette dette est une pure création du capital financier et des gouvernements qui empruntent auprès des actionnaires et des riches l'argent qui manque parce que ces mêmes profiteurs échappent en grande partie à l'impôt.

## leur monde...

**Feignasses.** Être mère de trois enfants dans une société comme la nôtre implique généralement une carrière professionnelle « heurtée ». Une députée UMP a donc déposé un amendement pour modifier la contre-réforme des retraites (sans, bien sûr, la remettre en cause). Mais pour Éric Woerth, le maintien de la retraite à taux plein à 65 ans pour les femmes ayant élevé trois enfants... « ce n'est pas le sujet ». En effet, les salariés qui partiront demain à 67 ans sont, pour le ministre, des « personnes qui ont interrompu à un moment leur carrière par choix ». Oui, par choix, comme ces feignasses qui n'ont pas assez d'années de cotisation pour avoir « choisi » le chômage.

Ce bel élan d'humanité intervient au moment même où l'on apprend que pendant cinq ans EDF a tout simplement « oublié » d'accorder le tarif de première nécessité à 70% des personnes éligibles.

Oups. Nous sommes dé-so-lés, et allons bien sûr rectifier. Mais comme on ne conserve pas les fichiers plus d'un an, seules 6 000 personnes seront indemnisées sous forme d'un geste commercial. C'est ballot, non ? Vous vous souvenez peut-être de notre slogan publicitaire : « Nous vous devons plus que la lumière ». Eh bien, la société anonyme EDF vous informe qu'il faut le prendre au pied de la lettre. Nous vous devons plus, mais vous n'en verrez pas la couleur. Car dans la France de 2010, on n'est même pas foutu de fournir de l'électricité aux pauvres. Ils sont pas solvables ces salauds.

**Chasse à l'homme à Saint-Nazaire.** Le 23 septembre, la police de Saint-Nazaire n'a pas apprécié que la population se mobilise pour défendre les retraites. À la fin de la manifestation qui avait réuni plus de 17 000 personnes, les

forces de l'ordre ont répliqué massivement à quelques injectives en gazant la fin du cortège et en organisant une véritable chasse à l'homme dans les rues de la ville. Les sommations inaudibles n'ont pas dispersés les milliers de manifestants qui étaient alors selon la police en « attroupement illicite » et six personnes ont été arrêtées au hasard. Deux ont été relâchées et un mineur est convoqué le 30 novembre. Les trois autres ont été jugées en comparution immédiate, vendredi 24, dans un simulacre de procès où les délibérations ont été expédiées en quelques minutes. Le procureur a demandé trois mois de prison fermes pour tous, laissant entendre que cela servirait d'exemple à ceux qui liront les journaux. Le tribunal a condamné un agent SNCF, syndiqué CGT et un tuyauteur en reconversion à deux mois fermes avec mandat de dépôt et un soudeur syndiqué CGT, à un mois ferme sans

mandat de dépôt. Les deux premiers se sont vus emmenés dès la fin du procès dans un fourgon qui a traversé la ville toutes sirènes hurlantes. On n'en attendait pas moins, concernant de tels terroristes.

Il ne fait décidément pas bon défendre ses droits à Saint-Nazaire : après les manifestations des 29 janvier et 19 mars 2009, plusieurs personnes avaient déjà été condamnées à des peines de prison allant jusqu'à huit mois fermes.

Partagez vos révoltes et vos indignations en envoyant vos témoignages et articles à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) ou à : *Tout est à nous !* 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

en bref...

**SNCF: Après le succès du 23 septembre, mettre à l'ordre du jour la grève reconductible.**

Le 23 septembre, la CGT-cheminots a décompté 50% de grévistes (contre 52% le 7), et les chiffres de la direction SNCF font également apparaître une forte mobilisation, majoritaire dans plusieurs régions: Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Limousin et Aquitaine. Les militants ont remarqué une présence importante des cheminots dans les manifestations qui a largement dépassé le milieu syndiqué. La fédération SUD-Rail ayant déposé un préavis reconductible, des reconductions de la grève jusqu'au 24, parfois 25 ont été votées. Si ces reconductions ont été minoritaires, le nombre de grévistes est dans certains secteurs, resté significatif le 24. Chez les conducteurs du RER C à Austerlitz, près de 20% étaient toujours en

grève le 24 au matin, dont des militants de la CGT alors même qu'elle n'appelait pas à la reconduction.

Les assemblées générales qui se sont tenues ont permis à des petits groupes de cheminots de faire le point sur la mobilisation à la SNCF et dans les autres secteurs. Les nouvelles de la reconduction dans les raffineries ont renforcé le sentiment que les cheminots ne sont pas seuls. Les AG ont également permis à des grévistes de discuter des annonces de l'intersyndicale qui a appelé à une manifestation le samedi 2 octobre et à une nouvelle grève le 12 octobre.

Les cheminots travaillant le week-end, la perspective d'une manifestation un samedi sans préavis ne peut pas être mobilisatrice. C'est pour cela qu'à certains endroits, comme par exemple Tours et Austerlitz, les grévistes ont décidé de

faire «vivre» le préavis de grève SUD-Rail jusqu'au 2 octobre (en s'assurant qu'au minimum deux collègues soient en grève tous les jours jusqu'au 2, de façon à assurer la continuité légale du préavis) pour permettre à tout cheminot de grossir les rangs des manifestations ce jour-là. Il ne fait de doute pour aucun cheminot, aucun militant, qu'une nouvelle journée d'action ne suffira pas pour faire plier le gouvernement. Si la date du 12 apparaît lointaine et reflète l'état d'esprit peu combatif des confédérations, les militants s'accordent pour dire que le travail doit être fait pour assurer son succès. Les militants de la CGT-cheminots, syndicat le plus influent à la SNCF, sont nombreux à pousser pour que leur fédération appelle à une grève reconductible, avec d'autres secteurs qui y sont prêts, comme les industries chimiques et pétrolières, à partir du

12 octobre. À ce stade, rien n'est joué. Le 12 peut être bien sûr une nouvelle étape dans la mobilisation et surtout le point de départ d'un mouvement de grève prolongé à la SNCF. Un tel mouvement serait à même de changer radicalement le climat social et de donner confiance à tous les secteurs qui veulent aller plus loin dans la bagarre. C'est à la construction d'un tel mouvement que doivent s'atteler les cheminots les plus déterminés.

**Axel Persson**

## Mise à mort de la médecine du travail

*La médecine du travail victime collatérale de la réforme des retraites ou comment Éric Woerth tue son père (médecin du travail) pour oublier la mère Bettencourt.*

La médecine du travail est aujourd'hui, sans débat démocratique et par un amendement clandestin et bancal, transformée en service de santé au travail (SST), médecine d'entreprise au service exclusif du patronat. Elle est accompagnée dans son agonie par une remise en cause indirecte du principe de présomption selon lequel les accidents du travail et les maladies professionnelles (AT-MP) étaient imputables à l'employeur. Pour bénéficier d'un départ à la retraite anticipé, ceux qui ont exercé des métiers pénibles devront apporter la preuve de leur exposition aux risques professionnels alors que celle-ci était automatique dès lors que la pathologie était inscrite dans le tableau officiel des maladies professionnelles. Tentative insidieuse de remise en cause du droit de la Sécurité sociale sur la réparation des AT-MP? Le service de santé au travail revient sur la mission de la médecine du travail qui était de prévenir les altérations de la santé du fait du travail. Une partie des ressources sera utilisée pour permettre aux employeurs de répondre à leur obligation de résultat en matière de prévention. Il y a un détournement d'objet et de but de la médecine du travail. On passe de la prévention à la gestion des risques pour l'employeur. La question est posée de l'indépendance du médecin du travail qui, bien qu'utilisée parcimonieusement, a freiné pendant 50 ans toutes les tentatives de mise au pas d'une profession. Le directeur d'un SST pourra subordonner l'action spécifique du médecin du travail à la contrainte économique des entreprises<sup>1</sup>. L'exercice du médecin du travail est maintenant isolé dans un service, sa responsabilité est diluée et subordonnée tout comme son indépendance. Les médecins vont ainsi être soumis à des obligations contradictoires: celle de résultat des SST (qui s'empresseront de les transférer aux médecins) sur des objectifs de gestion du risque au service des employeurs et celle de moyen des médecins du travail en matière de prévention médicale. Pourquoi ce projet de destruction de la spécificité exclusivement préventive de la médecine du travail?

Parce que le patronat pense qu'il faut faire disparaître un témoin médical gênant et le remplacer par une médecine à la botte exclusive du patronat. La médecine du travail qui devait voir son cadre clarifié (aptitude, gouvernance, indépendance de chaque professionnel, responsabilité), se dissout sans bruit dans la raison économique. La prise en charge médicale de la santé des travailleurs n'est plus sa priorité.

C'est à ce prix, c'est à ce coût, que pourra enfin se réaliser l'un des rêves les plus fous de Parisot: ne plus voir des salariés en bonne santé jouir d'une retraite, à ses yeux, imméritée, mais n'accorder cette dernière qu'à des travailleurs usés jusqu'à la corde.

**Hervé Fonds**

1. Articles L4622-1-2 et L4624-2 nouveaux du code du travail



## Pas de pause contre la Sécu

*Outre la contre-réforme des retraites, le gouvernement continue de démanteler l'assurance maladie.*

Ce n'est pas parce que la principale attaque est dirigée sur les retraites, que les autres secteurs de la protection sociale sont épargnés. Sarkozy s'est donné une tâche historique, détruire pierre par pierre, les acquis sociaux collectifs gagnés par la classe ouvrière, au prix de luttes et parfois de morts. Il faut en finir avec le compromis du Conseil national de la Résistance entre gaullistes et communistes, a dit Kessler, porte-voix du Medef. Par certains côtés, on peut même dire qu'il s'agit d'un retour à la situation d'avant 1930. C'est dire la portée historique des mesures réactionnaires contre la population laborieuse, les familles ouvrières, les femmes, la jeunesse. Il s'agit pour le patronat de diminuer la masse globale des salaires en s'attaquant frontalement à la part socialisée des salaires, condition nécessaire à l'accumulation du capital dans une économie concurrentielle et, politiquement, de briser les sécurités collectives des travailleurs qui leur permettent d'être moins vulnérables à la dictature patronale. Avec en prime le passage de la

Sécurité sociale aux assurances privées. Manne juteuse s'il en est.

Quel avenir radieux que d'offrir aux jeunes une retraite chichiteuse à 67 ans, si aucune mobilisation de grande ampleur ne vient mettre un terme à ce massacre.

L'allongement de la durée de vie devrait entraîner une durée de cotisation plus longue. Mais va-t-on continuer de vivre plus longtemps? Et dans quel état de santé?

La question est sérieuse pour les couches les plus fragiles du salariat. On connaît déjà les écarts d'espérance de vie et de morbidité entre catégories socioprofessionnelles. Les mesures envisagées contre l'Assurance maladie vont rendre l'accès aux soins encore plus difficiles pour certains. Déjà 16,5% des 18-64 ans et 27% des chômeurs selon une enquête<sup>1</sup> renoncent à des soins pour raisons financières. La même enquête note que «plus l'état de santé général est mauvais, plus le risque de renoncer à des soins augmente, et ce dans des proportions très importantes». Sauf à pouvoir se payer une mutuelle ou une assurance complémentaire,

c'est-à-dire payer les frais de santé à la place du salaire socialisé payé par les patrons. Le projet gouvernemental prévoit plusieurs mesures pénalisantes pour les salariés. Les médicaments remboursés à 35% ne le seront plus qu'à 30%. Ce sont ceux traitant d'affections dites sans gravité ou «de service médical modéré» soit plus du quart des médicaments prescrits et moins de 8% des remboursements. Mais qu'est-ce qui est grave? Une affection bénigne non soignée ne peut-elle pas devenir grave? Le gouvernement table cyniquement sur une augmentation des médicaments remboursés de seulement 2%. Le reste sera pour notre porte-monnaie. Une augmentation du ticket modérateur de 30% à 30,5% est prévue pour la médecine de ville. À l'hôpital, celui-ci qui est de 20% pour des actes inférieurs à 91 euros, s'appliquera jusqu'à 120 euros.

Et les médecins seront de plus en plus contrôlés pour limiter certaines prescriptions.

À cela va s'ajouter une attaque en règle contre les services aux personnes âgées dépendantes. Ces restrictions sont appelées

«poursuivre l'ajustement des dépenses». Le rapport de la députée Rosso-Debord<sup>2</sup> énonce dix-sept propositions sur lesquelles le gouvernement devait se prononcer le 28 septembre. Citons en vrac le contrôle électronique du temps passé par les intervenants auprès des personnes âgées «pour optimiser les dépenses de personnel», un plafond des dépenses de santé pour les établissements, la maîtrise des dépenses médicamenteuses, l'obligation dès l'âge de 50 ans, de souscrire une assurance privée perte d'autonomie, l'augmentation de la CSG des retraités à 7,5%, la réduction du nombre de bénéficiaires de l'aide personnalisée autonomie. Un programme de société, brutal pour les faibles et bienveillant pour les patrons et les financiers. Autant de raisons de mettre un coup d'arrêt aux politiques meurtrières d'un gouvernement illégitime. Une victoire sur les retraites donnerait des forces pour faire capoter ces projets réactionnaires.

**Daniel Desmé**

1. Irdes. Enquête santé protection sociale 2008.  
2. Rapport Mme Rosso-Debord du 23 juin 2010.



## Résistance contre les coupes budgétaires

GRANDE-BRETAGNE. Une campagne contre la politique du gouvernement tendant à faire payer la crise à la population, se met en place.

Le rapport des Conservateurs sur les dépenses publiques sera dévoilé le 20 octobre prochain. On pourra constater que des coupes budgétaires à hauteur de 25% représentent un véritable massacre des services publics, des salaires et des conditions de travail, l'anéantissement de ce qui subsiste des acquis syndicaux et de l'Etat providence. Le gouvernement a déjà annoncé ses cibles: retraites du secteur public, droit de grève, éducation, santé et poste, salaires et primes. La TVA est augmentée et les allocations diminuées. Des conseils dirigés par les conservateurs (Barnet, Suffolk) planifient l'extension des privatisations à l'ensemble des services. Les conséquences seront dramatiques. Sans même prendre en compte les diminutions de salaires et de primes ou l'augmentation de la TVA, les coupes budgétaires représentent une perte de revenu de 4,9% par personne et même de 11,2% pour une famille monoparentale. Proportionnellement, les femmes seront les plus touchées par ces coupes. Selon une étude de la Chambre des Communes, elles supporteront les trois quarts du fardeau... Le déficit massif des banques en 2008, qui a été garanti sur les fonds publics, s'est maintenant transformé en déficit public qu'on nous demande de payer! Ce qui était «leur crise» devient maintenant «notre crise». Le gouvernement conservateur et libéral-démocrate utilise la profondeur de la crise pour faire peur aux gens et les persuader qu'il n'y a aucune

alternative aux coupes massives et immédiates, sinon l'effondrement de la société. Une prise de conscience est en train d'émerger. Le nombre et la taille des réunions publiques contre les coupes budgétaires augmentent. Il y a eu des grèves dans le métro de Londres, chez Astra Zeneca et Coca-Cola, ainsi qu'une manifestation massive des pompiers. L'absence, depuis les élections, de toute opposition aux coupes budgétaires venant du New Labour ou de la Confédération des syndicats (TUC), explique que, jusqu'à maintenant, le niveau des résistances est demeuré assez faible. De fait, l'exécutif du TUC souscrit à cette logique lorsqu'il affirme que «le déficit peut et doit être réduit, mais sur une période plus longue». Il a même invité le Premier ministre conservateur, David Cameron, à s'adresser au congrès des syndicats. Mais ce congrès venait juste de décider une campagne vigoureuse contre les coupes budgétaires et de coordonner les grèves aux niveaux local et national. Cela constitue un encouragement aux fédérations pour des campagnes locales et va donner confiance à la base pour préparer des actions grévistes. L'ampleur même de la crise signifie qu'il faut des solutions radicales: les nationalisations en réponses aux fermetures d'entreprises et aux licenciements, la mise sous contrôle démocratique des banques, la limitation des revenus des riches, la création d'un million d'emplois écologiques pour combattre la crise climatique.

Nous avons besoin d'une campagne unitaire, sur des bases larges, comme celle menée contre la Poll Tax en 1990, ou comme la Coalition contre la guerre. Les grèves et les manifestations françaises ou grecques doivent également nous servir de référence. La nouvelle coalition «Résistance contre les coupes» a rassemblé une vaste palette de personnalités des syndicats, des associations et de la gauche, comme Tony Benn ou Ken Loach. Son objectif est de fonder une coordination nationale et démocratique pour les groupes locaux et non de devenir un concurrent aux organisations déjà existantes. Des échéances importantes sont fixées. La campagne «Droit au travail» appelle à une manifestation au moment de la Conférence du Parti conservateur, le 3 octobre. Des manifestations sont prévues le 20 octobre, lors de la publication du rapport sur les dépenses publiques. La conférence nationale de la coalition «Résistance», le 27 novembre, sera l'occasion de planifier la montée en puissance de la campagne. L'année prochaine, le TUC organise une manifestation nationale le 26 mars. C'est une échéance très lointaine, mais, dès maintenant, dans tous les quartiers et les lieux de travail, il faut porter le message: nous ne paierons pas cette crise, rejoignez tous la résistance contre les coupes budgétaires et les privatisations.

Fred Leplat (traduction français Coustal)

## Chávez gagne les législatives sur le fil

VENEZUELA. Le scrutin de ce dimanche marque le retour de l'opposition à l'Assemblée nationale.

La célébration fut discrète dimanche soir dans le camp bolivarien, à l'image de la victoire. Ce n'est qu'à 2 heures du matin que le Conseil national électoral (CNE) a annoncé les premiers résultats. Le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) obtient 98 députés sur 165, l'opposition 65 et les ex-chavistes du parti Patrie pour tous (PPT, qui se présentait seul) 2 députés.

Évidemment, il était impossible de rééditer le score de 2005, lorsque l'appel de l'opposition au boycott du scrutin avait permis à la coalition chaviste de l'époque de remporter 100% des sièges. Mais les candidats du PSUV espéraient remporter la majorité des 2/3 du Parlement unicaméral, afin de pouvoir continuer à approuver les lois organiques, élire les magistrats du Tribunal suprême de justice ou encore les membres du Conseil national électoral.

De même, les 3/5 de l'Assemblée (99 députés) sont nécessaires pour l'approbation des lois permettant au président de la République de légiférer sans passer par le Parlement. Cette proportion n'a pas non plus été atteinte, à un siège près.

Le soir de l'élection, l'opposition a déclaré avoir gagné 52% des votes. Mais le lundi soir, le président Hugo Chávez a estimé pour sa part que le PSUV devançait de 100 000 voix la Mesa de la Unidad Democrática (MUD, Table de l'Unité démocratique, alliance des partis d'opposition), reprochant à celle-ci de comptabiliser comme siens, les votes recueillis par les partis indépendants.

Au moment où ces lignes sont écrites, le CNE n'avait toujours pas émis son deuxième bulletin avec la totalité des résultats. Mais il est certain que le score en nombre de votes est serré au niveau national. Par ailleurs, l'importante participation (66,45% des inscrits) est une réussite pour des législatives qui en général n'attirent pas un grand nombre d'électeurs. Mais pourquoi une si large victoire en nombre de députés si la différence en nombre absolu de voix est si courte? Parce que les États ruraux peu peuplés (en général acquis au chavisme) sont sur-représentés à l'Assemblée. De plus, un redécoupage des circonscriptions approuvé en janvier dernier a clairement favorisé le PSUV en divisant certaines de celles-ci où l'opposition était majoritaire.

Bref, le PSUV devra désormais négocier certaines décisions et la différence radicale qui existe entre les deux blocs promet des débats plus qu'animés. Mais au-delà de cette victoire sur le fil, il apparaît que l'opposition remonte de plus en plus dans les votes. Celle-ci a bâti sa force, ces derniers mois, en mettant le doigt sur l'incapacité du gouvernement à répondre aux problèmes concrets de la population tels que l'insécurité et la violence urbaine, l'inflation et l'inefficacité des institutions publiques.

La révolution bolivarienne se concentre sur le discours et la bataille idéologique, tout en délaissant un important terrain de bataille: le quotidien des citoyens. C'est peut-être la leçon qu'elle doit tirer de ces élections et des signes d'érosion de sa base électorale.

Sébastien Brulez (Caracas)

## en bref...

**États-Unis, on achève bien les déficients mentaux.** Le 24 septembre, Teresa Lewis, une Américaine de 41 ans, a été exécutée en Virginie. Elle avait été condamnée pour avoir commandité le meurtre de son mari et de son beau-fils à deux tueurs à gage pour toucher l'assurance-vie et avait avoué avoir laissé ouverte la porte de la caravane où ils vivaient. L'un des tueurs a déclaré qu'elle était «exactement ce que je recherchais, une salope qui s'était mariée pour l'argent à qui j'allais faire facilement tourner la tête» et qu'il l'avait manipulée. Ce qui n'était pas difficile puisque Teresa Lewis était reconnue comme déficiente mentale. Les deux tueurs (dont l'un s'est suicidé) ont été condamnés à la prison à vie, alors que Teresa était condamnée à mort. Teresa est la 12<sup>e</sup> femme exécutée aux États-Unis sur 1 227, depuis le rétablissement de la peine de

mort en 1977. Il s'agit de la 39<sup>e</sup> exécution depuis le début de l'année 2010, dans le pays.

**Accords Israël Palestine, le FPLP dit «stop».** Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) suspend de sa participation au comité exécutif de l'OLP.

Seconde force de l'OLP, après le Fatah, en décidant de quitter l'instance suprême de l'OLP, il dénonce la mascarade des «négociations directes» qui ne répondent qu'aux desiderata du mouvement sioniste et de ses alliés impérialistes occidentaux. Restant membre à part entière de l'OLP représentant unique de tous les Palestiniens, il œuvre à une réforme profonde de l'organisation sur des bases démocratiques intégrant l'ensemble du peuple, qu'il soit en Cisjordanie, à Gaza ou réfugié de par le monde.

**Un ancien vice-consul tunisien jugé à Nancy pour torture.**

Le 23 septembre, s'est ouvert le procès en appel de l'ancien vice-consul de Tunisie à Strasbourg, Khaled Ben Saïd. Il avait été désigné par Mme Gharbi, citoyenne tunisienne résidant en France, comme un de ses tortionnaires. La plaignante affirme avoir été dévêtue, suspendue à une barre métallique par les mains et les pieds, pincée et griffée sur tout le corps, notamment sur les seins. Ces faits se seraient déroulés en 1996, dans un poste de police de Jendouba, au nord-ouest de la Tunisie, pour extorquer à l'intéressée des renseignements sur son mari, suspecté d'activités hostiles au président Ben Ali. En 2008, lors du procès de Khaled Ben Saïd devant la cour d'assises du Bas-Rhin, à Strasbourg, où l'accusé était en poste en 2001, l'avocat général, d'habitude toujours prompt à

exiger les peines maximales pour les prétendus délinquants, avait requis... l'acquittement! On croit rêver! Le prévenu a néanmoins été condamné par défaut à huit ans d'emprisonnement. Ou à cela ne tienne, le parquet, aux ordres de Sarkozy, le grand ami de Ben Ali, a, de façon inédite, interjeté appel de la décision rendue. En soutien au combat et au courage de Mme Gharbi, les camarades du NPA ont participé activement au rassemblement devant la cour d'appel à Nancy lors de l'audience à 14 heures, juste avant de rejoindre la manifestation pour les retraites. Ils ont ainsi répondu favorablement à l'appel de nombreuses associations, dont la Ligue des droits de l'homme et l'Association des travailleurs maghrébins de France. Contre une justice bourgeoise vraiment à deux vitesses!

# Recherche e en rési

**L**e secteur de l'université et de la recherche subit une accumulation d'attaques organisées dans le cadre du processus de Bologne depuis 1999. Les conditions d'étude en sont profondément dégradées et les conditions de travail pour les personnels se rapprochent rapidement de la norme dans cette société, avec son lot de précarité et de management par le stress. Mais ces attaques ont suscité de fortes résistances, s'inscrivant dans le renouveau des luttes dans tous les secteurs depuis 1995. L'université a participé activement à certaines d'entre elles : la LMD<sup>1</sup> en 2003, le CPE<sup>2</sup> en 2006, la LRU<sup>3</sup> en 2007 et 2009...

Pour 2,3 millions d'étudiants, les universités sont un lieu de reproduction sociale mais aussi un lieu d'émancipation par l'accès à des outils de connaissance et, régulièrement depuis une dizaine d'années, par les expériences de lutte. Les universités et les laboratoires de recherche sont aussi le lieu de travail de plus de 130 000 salariés, souvent regroupés sur de grands sites de production de connaissances. Cette production est vitale pour les grands groupes industriels, en particulier dans une situation de crise du capitalisme.

La place de l'enseignement supérieur dans le système capitaliste est donc toujours sous tension. Pour le patronat, les universités et la recherche sont à la fois un service public qu'il faut réduire au minimum et dont les parties rentables doivent être privatisées, une immense source de recherche et développement quasi gratuite, un fournisseur de main-d'œuvre formée et de plus en plus formatée. Pour nous, c'est un des rares lieux où l'aspiration à une production collective et non marchande est encore vivante.

1. Licence-master-doctorat.
2. Contrat première embauche.
3. Loi relative aux libertés et responsabilités des universités.



## IUFM

Cette année, l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM), devient une institution qui expérimente la maîtrise. Avec en plus un contexte de mise en concurrence des universités, cela pourrait être drôle si ce n'était pas dramatique.

En effet, les étudiants passant les concours de l'enseignement ne sont plus en IUFM mais désormais en master. Ils ne sont autorisés à passer le concours qu'en début de deuxième année de master (bac + 5). Cette année-là, en plus de préparer l'écrit et l'oral, ils doivent valider un master, écrire un mémoire et faire plusieurs semaines de stage dans les classes. Bien sûr, étant donné le nombre de postes, les heureux élus en fin d'année seront peu nombreux...

Dans le même temps, cette rentrée inaugure l'apprentis-

sage de la concurrence. L'ex-IUFM de Lyon, désormais intégré à Lyon 1, propose des masters « Professeur des écoles », mais c'est aussi le cas des universités Lyon 2 et Lyon 3, de l'université catholique et aussi de Forprof, une boîte privée qui fait son apparition. Bilan, le nombre d'inscriptions à l'ex-IUFM est en chute libre. Pour les masters Capes (concours des professeurs du collège et du lycée), on pensait avoir résisté à la mise en concurrence en passant des accords avec Lyon 2 et Lyon 3. Mais pour que ces accords fonctionnent, il faudrait mutualiser les moyens, ce qui est complètement impossible quand les universités sont en concurrence. Ainsi, on se retrouve avec des élèves sans les salles ni les photocopies dont ils et elles ont besoin.

## Personnel non enseignant : management par le stress et précarité

RGPP<sup>1</sup>, LOLF<sup>2</sup>, loi LRU, ... signifient pour les personnels non enseignant (Biatoss<sup>3</sup>) la destruction du statut de fonctionnaire, des droits, de l'égalité de traitement. L'évaluation et l'entretien professionnel, en tête à tête avec son supérieur, permet de justifier les décisions d'avancement, voire de recul de carrière. Plus « vicieux », l'agent doit se fixer lui-même des objectifs, et en tirer les conclusions s'ils ne sont pas atteints.

La loi LRU donne aux présidents d'université un pouvoir discrétionnaire sur les nominations, les carrières, les rémunérations. L'accroissement de la part des primes et la réduction du salaire stable renforcent les inégalités. La prime liée aux fonctions et aux résultats (PFR), pour laquelle un accord a été signé entre l'Unsa et le gouvernement, permet aux directions de jouer sur la masse salariale. La remise en cause des statuts de l'administration et des bibliothèques,

vers un seul statut du supérieur, non pour harmoniser vers le haut mais pour réduire certains droits, les regroupements avec les instituts de recherche, vont accélérer redéploiements et suppressions d'emplois.

Management par le stress, polyvalence, mobilité imposée vont devenir la règle. Le projet de loi sur la mobilité permet de licencier des fonctionnaires et de faire appel à des entreprises d'intérim. La loi LRU accroît le recours à des CDD. La précarité (déjà un tiers du personnel dans les universités) et le stress vont devenir la norme, dont on a vu les ravages dans d'autres secteurs publics comme France Télécom.

1. Révision générale des politiques publiques.
2. Loi organique relative aux lois de finances.
3. Bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, ouvriers, de service et de santé

## L'UNIVERSITÉ SELON PÉCRESSÉ



## La mort annoncée du CNRS

Depuis plusieurs années, les missions du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) lui sont retirées une à une. L'évaluation est maintenant effectuée par une agence spécialisée, l'Aeres, et une deuxième, l'ANR, a été créée pour distribuer les budgets... Si l'on y ajoute la réduction importante de postes qui s'effectue chaque année et le découpage en petits morceaux de l'institut qui est à l'œuvre... le CNRS semble n'avoir plus longtemps à vivre.

Le CNRS a été créé après la Seconde Guerre mondiale. Le but était de créer une recherche indépendante des mandarins et de pouvoir dégager une politique scientifique nationale. Par ailleurs, cela permettait de sortir les jeunes chercheurs de la précarité. L'évolution actuelle va exactement dans le sens inverse, remettant en cause les batailles de nos prédécesseurs.

Bien sûr, le CNRS, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, est loin d'être parfait. Ces missions sont de plus en plus mal remplies, notamment à cause d'un manque de moyens. Mais l'avenir dessiné aujourd'hui pour le CNRS est son extinction

pure et simple : évaluation Aeres, financement par l'ANR et recrutement de personnels universitaires qui n'auront que des délégations ponctuelles au CNRS. Dans ce cadre, les réformes ne répondent à aucun des problèmes que l'on peut diagnostiquer et engendrent un retour en arrière en ce qui concerne l'indépendance, la précarité des personnels et l'absence de politique scientifique concertée.

Le CNRS sera bientôt une simple agence de moyens, les financements seront attribués par des agences non élues et les laboratoires pilotés selon des pratiques managériales. Il faut donc absolument s'opposer à cette évolution des choses. Pourtant, nous avons des propositions. Il est nécessaire que les instances gérant le financement, l'évaluation et le recrutement soient élues et indépendantes des petits pouvoirs locaux.

Nous demandons des instances nationales élues et indépendantes des facs pour le financement, l'évaluation, ainsi que des budgets récurrents qui financent la majorité de nos recherches.

# t universités stance

## Pour une recherche sans patrons

La recherche doit être la somme d'une production complètement libre qui est la plus efficace pour faire avancer la connaissance et d'une production dirigée par les besoins sociaux. Ainsi, nous luttons aujourd'hui contre la mainmise des entreprises sur la recherche parce que nous refusons que le marché contrôle la production des connaissances et parce que nous savons qu'une partie non négligeable de la recherche doit être complètement libre si nous voulons être efficaces. Mais nous ne nous opposons pas pour autant à tout contrôle sur la recherche. Favoriser la recherche sur les énergies renouvelables ou les médicaments génériques plutôt que sur le nucléaire ou les OGM est une décision politique totalement légitime qui doit être prise avec l'ensemble

de la population.

Le contrôle démocratique de la recherche est une des raisons pour lesquelles nous nous battons pour une base de connaissances toujours plus riche, contre les filières trop spécialisées qui ne préparent qu'à une tâche et pour la démocratisation des études supérieures.

Les bases de l'université et donc de la société que nous voulons construire se posent dès aujourd'hui. C'est à cause de cette analyse que nous nous battons pour la démocratisation de l'enseignement supérieur et contre les réformes actuelles. C'est aussi pour cela que nous défendons dans les luttes l'auto-organisation, le partage des tâches et des savoirs et la remise en cause des hiérarchies...

## Auto-organisation

L'université a accumulé, dans les dernières années, une expérience importante en termes d'auto-organisation : à travers les mobilisations étudiantes, puis en 2009 lors de la mobilisation des personnels des facs et des labos, avec la mise en place d'une Coordination nationale des universités (CNU). C'est dans le cadre d'assemblées générales locales que la grève a été votée et qu'ont été élus des mandats pour la CNU.

En rassemblant organisations syndicales, délégués syndiqués ou non syndiqués élus dans les assemblées générales, la CNU a réussi à être l'expression directe et démocratique du mouvement dans son ensemble. À l'image du mouvement, elle fut d'abord composée d'enseignants-chercheurs pour devenir un outil indispensable dans la construction de l'unité entre enseignants-chercheurs, Biatoss et étudiants même si les enseignants restèrent largement majoritaires.

La pratique des coordinations étudiantes des mouvements des années précédentes a eu une réelle influence dans la constitution de la CNU. Elle est composée d'un front large, mais, malgré cette pluralité, elle a porté des revendications de plus en plus radicales au fur et à mesure de l'intensification de la mobilisation. De la revendication du retrait du décret modifiant le statut des fonctionnaires, s'est développée dans les milieux mobilisés la conviction que toutes ces

attaques avaient pour origine la LRU et que c'était contre cette loi qu'il fallait se mobiliser. À ces revendications, se sont alors ajoutées les revendications des personnels non-enseignants, des étudiants, des doctorants...

Par ailleurs, afin d'organiser la lutte entre les différentes coordinations, la CNU a su se doter de porte-parole ayant pour mandat d'organiser les temps de la lutte (pas pris en charge dans la pratique puisque les dates de manifestations restèrent décidées par l'intersyndicale du supérieur), de communiquer sur la base des motions votées en coordinations (sans mandat impératif contrairement aux porte-parole étudiants) et d'organiser à l'échelle nationale l'élargissement interprofessionnel du mouvement. Les initiatives des porte-parole ont permis une relative reconnaissance de la part des directions syndicales (inédite depuis le CPE). La CNU a pu à des moments déterminants prendre des initiatives pour s'adresser à d'autres secteurs, à l'ensemble de l'éducation ou aux hôpitaux et tenter d'élargir ce mouvement (notamment la manif avec les personnels de santé le 28 avril, à Paris). Cette expérience, nous devons la faire vivre en saisissant toutes les occasions de nous réunir en collectifs, en assemblées générales, afin de décider de prendre notre sort en main nous-mêmes, directement et immédiatement.

## La hiérarchisation des tâches

La distinction entre « travail manuel » et « travail intellectuel » est distillée dans nos esprits de la maternelle jusqu'aux derniers niveaux de l'université. Aujourd'hui dans les labos comme à l'université, il y a une vraie hiérarchie des statuts. Les précaires n'ont pas les mêmes droits que les permanents ; les personnels administratifs et techniques se retrouvent souvent « au service » des enseignants et des chercheurs. Cette hiérarchie se retrouve évidemment dans les conditions de travail et dans les salaires mais aussi dans le statut social au sein même de l'institution. Une hiérarchie qui reprend la division sexuelle du travail : si la majorité écrasante des secrétaires sont des femmes, elles ne sont que 8% des professeurs des universités.

Dans l'université que nous voulons, comme pour toute la

société, nous pensons qu'il faut articuler la question des aspirations de chacun avec celle de la répartition des tâches. Tout travail nécessite un savoir-faire et les tâches ne sont donc pas toujours immédiatement interchangeables. Mais cela ne justifie pas que certaines tâches valorisées soient prises en charge exclusivement par certaines personnes tout au long de leur vie.

Par ailleurs, nous pensons que ces tâches ne doivent pas être hiérarchisées et que chaque travailleur mérite la même reconnaissance sociale et un même droit aux prises de décision. Il n'y a, en effet, aucune raison pour que le fait d'être chercheur donne droit à un pouvoir supplémentaire dans la gestion collective de l'université.

## Les propositions du NPA

### Programme d'urgence

- Abrogation des contre-réformes : LRU et Pacte pour la recherche, LMD, Contrat doctoral unique et Masterisation.
- Dissolution des agences de mise en concurrence ANR et Aeres.
- Sortie du processus de Bologne et de la stratégie de Lisbonne.

### Statut des personnels

- Titularisation massive de tous les précaires dans la fonction publique.
- Pas de salaire en dessous de 1 500 euros net, augmentation de 300 euros pour tous.
- Embauche dès le début de la thèse, avec un statut de fonctionnaire, sans cloisonnement des carrières (ingénieur, administratif, enseignant, chercheur...).
- Financement pour tous les doctorants : augmentation du nombre de financements de thèses.

### Statut des étudiants

- Allocation d'autonomie au niveau du Smic.
- Construction massive de résidences pour un logement étudiant décent pour tous.
- Maintien du cadre national des diplômes, reconnaissance de ces diplômes dans les conventions collectives.
- Des papiers pour tous les étudiants : carte d'étudiant = carte de séjour.
- Mise en place de crèches pour les personnels et les étudiants dans les universités.

### Recherche

- Financement récurrent des équipes pour mettre en place une recherche dans la durée.
- Financement sur projet pour les nouvelles pistes ou thématiques, pour les nouvelles collaborations et les jeunes chercheurs.
- Constitution d'un grand service public de l'enseignement supérieur et de la recherche.

## BROCHURE TOUJOURS DISPONIBLE : POUR L'UNIVERSITÉ ET LA RECHERCHE

Au sommaire : à quoi sert l'université dans le système capitaliste, que veulent les patrons, comment résister, savoir et émancipation...

Vous pouvez vous la procurer en envoyant un chèque de 2 euros à l'ordre de :  
NSPAC  
2, rue Richard-Lenoir  
93100 Montreuil





[www.larzac.org/index.php](http://www.larzac.org/index.php)

Ce site destiné à nous faire connaître le Larzac militant, celui-là même qui résista au projet d'extension du camp militaire de La Cavalerie entre 1971 et 1981, est à nouveau sur la brèche en matière de résistance. Pour se mobiliser contre le projet de porcherie industrielle de Brasc, dans l'Aveyron, les militants organisent « un pique-nique de la terre et de l'eau » le dimanche 3 octobre au plan d'eau de Brasc pour discuter d'autres formes d'agriculture. D'autres événements sont aussi organisés, notamment le 8 octobre à Millau, avec une projection-débat autour du film *La vague* de Denis Gansel, pour une réflexion sur les formes de fascisme. Toutes les infos sur le site.

## L'essai

### RÉVOLUTION DANS L'UNIVERSITÉ

Quelques leçons théoriques et lignes tactiques tirées de l'échec du printemps 2009

Emmanuel

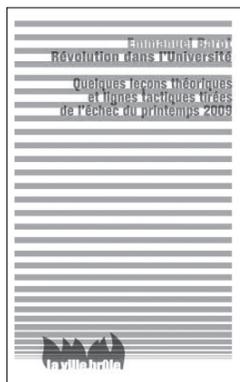
Barot

Éditions

La ville brûle

176 pages

13 euros



Ce livre, qui veut tirer les leçons de l'ampleur du mouvement de l'enseignement supérieur et de la recherche du printemps 2009 et de son échec, ne s'adresse pas qu'aux acteurs et actrices de ce mouvement.

Pour Emmanuel Barot, « ce que l'on présente seulement comme une « marchandisation de la culture » est [...] une incorporation qualitativement intensifiée de la science à la valorisation immédiate du capital » (p. 49). Cela amène l'auteur à mobiliser et discuter des notions marxistes comme les classes sociales, le travail (notamment la problématique du travail improductif), l'aliénation ou l'idéologie pour analyser le capitalisme aujourd'hui, en l'occurrence le rôle de l'université, des savoirs, de leur production et de leur transmission, et donc du statut (position de classe) de ceux et celles qui les assurent. Il analyse sur cette base les continuités et les évolutions de l'université, de son rôle, la logique des attaques et les stratégies de résistance développées par les différents acteurs (chercheurs, enseignants-chercheurs, Biatoss, étudiantEs).

Il développe ensuite une thèse qui pourrait être utilement élargie à toutes les luttes actuelles, surtout celles concernant le service public. Cette thèse est que la résistance aux attaques est paralysée et vouée à la défaite si elle se cantonne à vouloir sauver ce qui existe. D'où la critique des revendications, analyses et stratégies induites par les slogans tels que « Sauvons la recherche » ou « Sauvons l'université ».

Certaines des analyses d'Emmanuel Barot et des conclusions qu'il en tire sont sans doute discutables. Faire qu'elles soient discutées largement serait bénéfique pour les luttes en cours et à venir.

Denis Godard

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE  
27 rue Taine 75012 Paris / [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43  
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



LIVRES

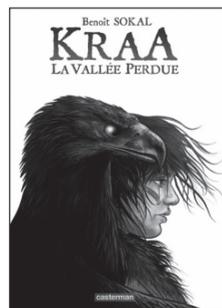
**JOURNAUX 1959-1971**

Alejandra Pizarnik

Éditions José Corti / 22 euros

On devine l'enfer réservé à Alejandra Pizarnik (1936-1972) par les affidés du très catholique général Videla si elle ne s'était donné la mort peu de temps après l'exécution par l'armée argentine des révolutionnaires évadés de la prison de Rawson. Non qu'elle ait été proche de leurs organisations, elle avait suffisamment à se débattre avec « les trois qui luttent en moi », comme elle écrit dans un poème. Quoique fêtée de son vivant comme une grande représentante de la poésie hispanique contemporaine, remarquable aussi par son érotisme, peu d'espoir la rattachait à la vie dans ce pays déjà sous la coupe des militaires vingt ans avant Videla. Ces *Journaux* révèlent une jeune femme se battant tant qu'elle a pu contre le sort qui lui était infligé, et créant au passage des poèmes bouleversants.

G. B.



BD

**KRAA, LA VALLÉE PERDUE**

Benoît Sokal

Casterman / 18 euros

Dans les années 1920, sans doute en Amérique, dans le Grand Nord, une vallée isolée se révèle riche en matières premières. Se crée alors une ville champignon dont le maire caresse des rêves de développement mégalo. Aidé par une poignée de mercenaires, il est prêt à tout, y compris à massacrer les Indiens qui occupent la vallée. Mais un jeune garçon survivant s'allie avec un aigle géant pour faire payer les assassins. Une ambiance à la Jack London, avec une relation chamanique entre l'enfant et l'animal, mais sans le côté naïf de ce genre de mystique. Sokal fait référence au poème *L'enfant grec* comme source d'inspiration de cette histoire : quand on lui demande ce dont il a besoin, il répond « de la poudre et des balles ».

Sylvain Pattieu



LIVRES

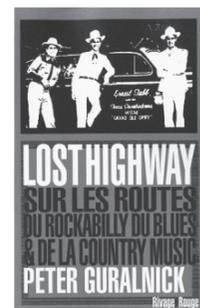
**LA LIGNE DE SANG**

DOA

Folio Policier / 8,20 euros

Voilà un roman policier qui ravira les amateurs de littérature fantastique : partant d'un simple accident de moto dans un quartier lyonnais, l'auteur met en place une ambiance oppressante, entraînant ses deux flics dans une enquête particulièrement éprouvante. Alors qu'ils s'efforcent de cerner l'identité de l'accidenté et de retrouver son ex-petite amie, ils vont tomber sur un trafic sordide, entre sorcellerie et pornographie. Ils se retrouvent alors confrontés à un ensemble de phénomènes qui semblent échapper à toute logique. DOA déroule son intrigue sur un rythme lent qui vient renforcer l'atmosphère sombre et joue sur les frontières entre les genres en réussissant à maintenir l'équilibre.

Henri Clément



LIVRES

**LOST HIGHWAY**

Sur les routes du rockabilly, du blues et de la country music

Peter Guralnick

Rivages rouges

Cet ouvrage compile une partie méconnue du travail d'anthropologue et d'historien de la musique populaire de Peter Guralnick, explorant essentiellement cette fois-ci les racines « blanches » du rock, autrement dit la country et son versant « voyou », le hillbilly. C'est peu dire que ces styles n'ont guère bonne presse au-delà de leur berceau du Sud des États-Unis, trop plombés par leur caricature de BO pour bouseux racistes ou simples amateurs de folklore « far-west ». À travers la galerie de portraits qui nous est superbement offerte, l'auteur tord le cou des lieux communs qui ne recouvrent que rarement la réalité. On comprend mieux la passion de Ray Charles pour ces imparables ballades et ces artistes finalement trop à l'étroit dans leur petit costume de cow-boys.

King Martov

## EXPO Claude Monet, entre hallucination et décoration

La rétrospective Monet que présente le Grand Palais jusqu'au 24 janvier, vaste entreprise de « consensus culturel » autour d'un des « Grands hommes de la Nation », n'en montre pas moins les combats qu'eut à mener ce « radical de la peinture ».

« Des mécontents, des radicaux de la peinture, qui ont arboré une bannière révolutionnaire quelconque », voilà ce que la presse conservatrice comprit de l'exposition de la Société anonyme coopérative d'artistes-peintres initiée par Monet, où sa toile *Impression. Soleil levant* allait suggérer le terme d'impressionnisme dès 1874. « Des Communards, des anarchistes », écrivit-on aussi, ce qui était exact pour nombre d'entre eux. Monet s'était réfugié à Londres lors de la guerre de 1870, et se tint généralement en retrait de la politique, sauf pour soutenir Dreyfus contre le clergé et l'armée. Athée et aussi peu militariste que possible, il partageait sans doute bien des idées libertaires de son ami Pissarro ou de l'écrivain qui fut son plus fidèle soutien, Octave Mirbeau. Mais effrayé par le théâtre social, il se fit « campagnard » dès qu'il put, à 40 ans, pour mener en solitaire son combat contre l'académisme. S'il devait enfin connaître l'aisance et la notoriété dans les décennies suivantes, il est significatif qu'il ait refusé l'Académie des beaux-arts aussi bien que la Légion d'honneur, contrairement à Rodin. Ni son amitié avec Clémenceau ni le don qu'il fit à l'État après l'armistice de 1918 de ses *Nymphéas* (célébration de la nature et de la vie mal reçue par ceux qui attendaient de lui un monument aux morts) n'en firent un peintre officiel, « emblème incontournable du rayonnement international de la culture française », ainsi qu'écrivit en tête du catalogue Nicolas Sarkozy, tenté voilà quelques mois de faire entrer le peintre au

Panthéon. Heureusement, l'exposition fait vite oublier ces piètres auspices et sa dimension de spectacle politico-commercial (« Monet money », ont écrit certains médias) par la qualité de sa présentation et son ampleur exceptionnelle (180 œuvres et un catalogue très fourni qui fera date). Les visiteurs n'y verront aucun « emblème incontournable » de quoi que ce soit, mais bel et bien Monet au travail, entre hallucination et décoration, et quelque goût de la provocation aussi.

« La grande hallucination des Monet » écrivait en 1892 le critique anarchiste Félix Fénéon, des « tableaux hallucinés » écrit aujourd'hui à son tour l'un des meilleurs spécialistes du peintre, Richard Thomson, et c'est ce qu'on percevra dans ses œuvres

les plus prenantes. À la fin de sa vie, Monet a relaté comment il s'était mis à peindre sa jeune femme Camille sur son lit de mort : « Voilà que l'automatisme organique frémait d'abord aux chocs de la couleur et que les réflexes m'engageant, en dépit de moi-même, dans une opération d'inconscience où se reprend le cours quotidien de ma vie. » Hors de ce moment terrible, sa vie intérieure trouva à nourrir sa peinture même des paysages les moins

« pittoresques ». Mais il avait conscience aussi de n'être parfois qu'un « décorateur très habile mais éphémère », selon le mot sévère de Degas, ce qui lui fit détruire beaucoup de toiles et le conduisit finalement aux « Grandes Décorations » (dont les *Nymphéas* à voir à l'Orangerie au sortir du Grand Palais). L'un des grands mérites de cette exposition est de montrer cette dialectique de l'inspiration et de la décoration au fil de l'œuvre de Monet, et un autre encore est d'offrir aux regards tant de toiles d'un romantisme superbe.

Gilles Bounoure

Glaçons sur la Seine à Bougival dit Neige sur la rivière, 1867-1868. Musée du Louvre, Paris.  
© Service presse Rmn / Hervé Lewandowski



POINT DE VUE

# Rentrée sociale 2010 : techniquement réussie ?

La rentrée sociale 2010 est-elle réussie sur le fond, ou seulement « techniquement » ? L'analyse du système néolibéral hérité de l'Amérique reaganienne apporte des pistes de réflexions et d'actions.

Cela fait longtemps que nous n'avons pas vu autant de gens dans la rue, on dirait une vraie mobilisation digne de ce nom. Mais cette rentrée sociale est-elle réussie sur le fond, ou seulement « techniquement » ? Rien n'est moins sûr, compte tenu du principal déclencheur de ces actions : la réforme des retraites. Nous risquons, cependant, de voir cette amorce d'un mouvement paralysée par les attaques sur les différents fronts. Cette loi est un théâtre secondaire, lui-même un aspect du théâtre principal : la réforme d'État selon des paramètres néolibéraux, composante d'une stratégie globale qui plonge ses racines dans la Guerre froide. Le caractère rigoureux des mesures montre la fragilité de ce système. C'est cette instabilité qui est masquée par l'inflexibilité affichée par les autorités. Cette réforme en elle-même est moins dramatique que la pente glissante sur laquelle notre pouvoir d'achat est placé. Ce symptôme de la crise globale est plus accessible que d'autres à la conscience critique et susceptible de sensibiliser les masses : l'Afghanistan, les sans-papiers, la dérive écologique, etc. Il s'agira de nous en servir d'étendard politique afin de souligner les liens avec les autres problèmes de société.

Le saut qualitatif dans la démarche politique n'est pas tombé du vide. Si le néolibéralisme montre sa vraie face, c'est surtout cette démarche « décomplexée » qui est nouvelle. Contrairement au libéralisme classique, l'État intervient directement dans l'accumulation du profit, tout en fixant un cadre autoritaire au libre jeu des forces du marché dérégulées. Ce modèle nous est parvenu depuis les États-Unis des années 1980.

Le politologue Johan Galtung a développé un modèle qui synthétise la configuration géopolitique de cette époque. Ce schéma est utile pour comprendre les sources historiques des ravages néolibéraux. Galtung propose un modèle avec quatre pôles différents : bleu, l'axe nord-atlantique, basé sur le partage de l'économie du marché, de la démocratie parlementaire et des valeurs occidentales ; rouge, les pays du socialisme dit réellement existant ; jaune, certains pays d'Extrême-Orient, à l'économie

de marché exacerbée, disciplinée par un cadre étatique rigoureux qui repose sur d'anciennes traditions culturelles, dont religieuses ; vert, les pays dits en voie de développement, en grande partie non-alignés.

## L'HÉRITAGE DE REAGAN

C'était la disparition de la diagonale bleu-rouge que la politique de Reagan visait par le biais de la course aux armements. Le deuxième pilier de la politique meurtrière reaganienne visait l'opposition intérieure. Si les *reaganomics* avaient pour but principal la réduction des dépenses publiques, elles ont été réduites, pour l'essentiel, dans le secteur social, non dans les investissements militaires, et encore moins dans les subventions en faveur du secteur privé, qui ont connu des proportions inédites. En même temps, le cadre juridique, législatif et policier s'est sensiblement durci,

asphyxiant du même coup les réseaux sociaux oppositionnels. Ce sont, en effet, les *reaganomics* qui ont inauguré les principes néolibéraux. Ces principes, inspirés par la logique « jaune », restent inopérants si les conditions culturelles leur sont défavorables. La croissance des économies de marché asiatiques repose en grande partie sur une mentalité qui privilégie l'esprit collectiviste et l'instrumentalisation de valeurs quasi religieuses (par exemple confuciennes), faits culturels qui se répercutent, entre autres, dans des congés annuels bien modestes. La stabilité de ce modèle présuppose un degré élevé d'homogénéité ethnoculturellement.

Afin de faire fonctionner le néolibéralisme, il a été nécessaire de mettre en place des dispositifs socioculturels dits néoconservateurs pour neutraliser les longues traditions de critique et de luttes sociales. Le néoconservatisme s'attache à redécouvrir les bonnes valeurs à l'ancienne et

de mettre un terme aux problématiques qui compliquent la vie et qui font grincer les engrenages. Dans cette anti-idéologie, l'idée la plus fonctionnelle est de n'en avoir aucune, en dehors des soucis de production et de consommation. Les autres trouveront dans la culture et la religion une fonction compensatoire pour donner une orientation stable et bien-pensante à la vie.

Après la disparition du pôle « rouge », le parallélogramme s'est réduit en triangle. Avec la montée en puissance de la Chine, le « jaune » s'est imposé comme nouvelle antipode du « bleu ». Ce nouvel antagonisme est d'une toute autre nature que le précédent. Si ce dernier se définissait par opposition au capitalisme tant « bleu » que « jaune », ces derniers évoluent sur le même terrain économique. La chute du Mur a engendré deux mouvements en parallèle au sein du monde occidental : d'une part, il s'est rapproché du modèle autoritaire des États capitalistes de l'Est. L'actuelle politique (anti) sociale, qui va de pair avec la restructuration autoritaire de l'État, représente une espèce de *reaganomics* à la française. D'autre part, les applications des principes néoconservateurs sur le plan culturel font rage – voir la récente découverte des vertus religieuses de Sarkozy, les réformes de l'université et dans l'Éducation nationale. Ainsi, nous comprenons mieux les soucis présidentiels pour l'identité nationale immaculée et les récents nettoyages ethniques sur le territoire français. Quant aux aventures militaires, elles sont le corollaire du contrôle et de la soumission à l'intérieur.

Cette vision d'ensemble est indispensable pour assurer à cette rentrée sociale 2010 une réussite non seulement « technique », mais substantielle. Quel sera alors le « rouge » visé dans le collimateur du pouvoir sur la scène intérieure ? Eh bien nous ! La réforme des retraites pourra nous servir de carte maîtresse à jouer dans les luttes à venir. Le véritable enjeu est un contre-modèle de société socialiste, qui nous permettra de dire : tout est – de nouveau, enfin – à nous, à nous tous.

**Frank Jablonka**



## courrier

Pour nous écrire, pour prendre contact : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

**Croire le PS ? B. R. (Bouches-du-Rhône) :** En lisant dans *Tout est à nous* n°69, l'article sur la Fête de l'Huma, je trouve LA question fondamentale : « Comment croire que le PS annulerait la loi Woerth sur les retraites... ». Pour répondre à ce genre de question, il suffit non pas de faire un procès d'intention mais de regarder l'histoire et qui plus est, l'expérience vécue au quotidien. Pour ma part je travaille dans un SDIS (pompiers) et suis élu, responsable syndical, CGT. La majorité socialo-communiste qui gère cet établissement n'a rien à apprendre de la méthode Sarkozy. En effet, rien ne manque : libertés syndicales bafouées, dialogue social inexistant, mise en place d'un système féodal où les « petits chefs » sont valorisés au détriment des personnels compétents, punitions financières (suppression des primes dès le premier jour d'arrêt maladie), dépenses fantaisistes pour briller aux yeux des médias, utilisation abusive du volontariat qui devient ainsi une main-d'œuvre malléable en concurrence directe avec les professionnels, sous-effectif chronique masqué par des documents falsifiés auprès de la préfecture... [...] Que disent les élus gestionnaires : les communistes sont tenus en laisse car minoritaires [...], et les socialos ou autres radicaux, c'est « je fais ce que je veux » (et ne sont pas loin d'ajouter « et je t'emmerde »). Voilà pourquoi après 25 ans de militantisme au PCF, j'ai décidé de le quitter et de rejoindre le NPA. Il y a d'autres raisons bien sûr (nucléaire, productivisme...) mais c'est la stratégie d'alliance et de compromission permanente avec le PS que je ne supporte plus. J'ai connu la période du programme commun et n'ai pas écouté les anciens du parti qui disaient « méfiez-vous ».

Pour résumer, je peux dire que croire les socialistes la première fois c'était la faute des autres, la seconde, ce serait... la mienne !

**Étonnante philippique. P. B. (Web) :** Ouvrir une rubrique Polémique sans qu'elle donne à connaître au lecteur ce contre quoi porte la charge, c'est un drôle de procédé. Je m'en suis inquiété, en découvrant la page 9 du n°69. À quoi on m'a répondu que le texte auquel s'en prend Frédéric Gudéa, paru en juillet sous la signature de Pignarre et dans d'autres colonnes, était à la disposition de tous, sur le site du NPA. L'indiquer, pour qu'on s'y reporte, eût été la moindre des choses. Pourtant insuffisante, car qui pourrait jurer que tout lecteur de *Tout est à nous* ! a forcément les yeux rivés sur tout ce qu'enregistre le site, ou même dispose d'internet ? On doute que ce fût le cas de F. Gudéa : quiconque à la chance d'avoir les deux textes sous les yeux verra qu'il ignore tout de celui de l'ennemi qu'il s'est créé, de toutes pièces. Il n'y est en effet nullement parlé d'un quelconque Foucault, d'un quelconque Deleuze, d'un certain Agambem, d'une certaine Butler, toutes personnes dont on apprendra à cette occasion – quoique ça ne nous intéresse guère – qu'elles sentent le souffre au nez de l'irascible Gudéa. Nulle trace non plus d'une obscure volonté d'enterrer Karl Marx. Tout autre était le propos de Philippe Pignarre dans sa tribune, que je signe d'ailleurs des deux mains (sauf son titre, « *Le NPA, autopsie d'une déception* », qui n'était pas de lui, comme vous auriez pu le savoir, mais de la rédaction de *Libération*, où elle fut publiée), et qui avait trait à ladite affaire du foulard. C'était, je pense, la responsabilité du comité de rédaction de le rappeler à Gudéa, de le ramener au vrai sujet, avant qu'il ne s'égaré dans

une défense du marxisme relevant, soit dit en passant, du plus bel intégrisme, et dans une attaque totalement incongrue contre un ami du NPA.

**Quelle conception du marxisme ? F. J. (Nord) :** Dans un texte paru dans *Tout est à nous* n°69, Frédéric Gudéa défend l'« anticapitalisme chimiquement pur » de Marx et Engels en l'opposant, sans nuances excessives, à « l'éclectisme branché » qui favoriserait la lecture d'auteurs critiques plus récents. L'apologie d'une orthodoxie, voire une « pureté » marxiste me semble renvoyer à une conception rigide difficilement soutenable. Et ce d'autant plus que nombre d'auteurs cités étaient de grands lecteurs de Marx, et sont à mon sens de la plus grande utilité pour penser le monde contemporain d'un point de vue critique, ainsi Foucault ou Bourdieu, pour ne pas parler de Lacan. Comment enrichir le marxisme si l'on place par principe une ligne de démarcation, tout autre auteur, même proche, étant considéré a priori comme déviant ? Il me semble que c'est se condamner d'avance à un certain enfermement théorique, à l'exégèse indéfinie des textes du vieux maître, aux anathèmes, etc. Marx lui-même refusait d'être qualifié de « marxiste ». Le marxisme est sans doute un instrument d'analyse critique d'une puissance théorique exceptionnelle, mais il ne peut se substituer à une démarche intellectuelle exigeante, avec tout ce que cela implique de doutes, de tâtonnements... et de lectures diverses. Décerner les étiquettes de « marxiste » ou « antimarxiste » pour trancher un débat est un procédé un peu court, et qui risque de se retourner rapidement contre son auteur. Il semblerait plus pertinent de chercher à montrer l'actualité d'un marxisme

vivant, ce qui ne peut se faire qu'en laissant de côté les pétitions de principe, par une longue pratique qui doit laisser place à une certaine humilité pour être audible.

**Mauvais accueil. J. (Gironde) :** De passage à Paris lors de la Fête de l'Huma, j'ai souhaité y rencontrer les camarades du NPA qui y tenaient un stand. [...] Je m'y suis donc rendu vers 18 heures mais le moins que je puisse dire, c'est que l'accueil ne fut pas chaleureux. Intéressé par les tee-shirts exposés sur le stand, j'ai demandé au camarade qui s'en occupait si je pouvais en acheter un. Probablement pressé d'en finir, il ne m'a carrément pas répondu. C'est alors que je m'adresse à une autre camarade qui m'a dit que la caisse était faite et s'en est allée vaquer à d'autres occupations. La fête battait encore son plein mais manifestement pas chez nous. Au regard de cette mauvaise manière, j'ai préféré quitter le stand non sans une certaine amertume. Je ne mets pas tous les camarades parisiens dans le même bateau mais il serait bien vu qu'à l'avenir, l'on mette des personnes mieux disposées à l'accueil des personnes, surtout aux militants venus de loin.

**Retraite et productivisme. D. M. (Paris) :** Pour évacuer la question démographique du débat, le NPA reprend l'argument selon lequel la « richesse » ayant doublé en 40 ans, elle doublera de 2000 à 2040. C'est oublier que cette « richesse » est due notamment au pillage du tiers-monde, au développement de l'agriculture industrielle et autres activités polluantes. C'est aussi ignorer que les ressources naturelles ne sont pas inépuisables. On ne peut pas être anticolonialiste, écologiste et soutenir une telle thèse.

## CHRS de Nancy en danger

Le 7 septembre, l'équipe éducative d'un centre d'hébergement (CHRS) de Nancy qui accompagne des personnes rencontrant des difficultés sociales importante, a été informée par la direction qu'un poste permanent de travailleur social à temps plein allait être supprimé à la fin du mois. Ce centre d'hébergement est financé par l'État via les Directions départementales de la cohésion sociale (DDCS, ex-Ddass) grâce à une dotation globale de fonctionnement. Or l'État a affiché clairement sa volonté de restreindre les financements des associations œuvrant dans le domaine de l'action sociale.

En moyenne, en Meurthe-et-Moselle, les associations ont perdu 5% de leur dotation de fonctionnement. Parallèlement, on constate un net recul du financement des actions d'insertion par le conseil général qui est au bord de la faillite depuis les dernières lois de décentralisation. Cette situation fragilise d'autres actions du secteur social. Dans une période de crise où le chômage et la précarité augmentent, les salariés ne comprennent pas ce désengagement de l'État face aux populations les plus en difficulté qui devraient être davantage soutenues. Les salariés de l'action sociale liée aux CHRS (avec SUD, FO, CFDT, CGT) de Nancy ont décidé de prévoir une journée de mobilisation début octobre devant la DDCS.

## Boycotter Israël n'est pas criminel

En juillet 2005, 172 organisations palestiniennes appelaient les citoyens du monde à boycotter, désinvestir et sanctionner (BDS) l'État d'Israël. Ces 172 représentent le monde associatif, syndical et politique palestinien. C'est un appel aux sociétés civiles de par le monde pour que l'impunité d'Israël cesse : colonisation de la Palestine, apartheid, assassinats, épuration ethnique, vol ou destruction de maisons, emprisonnements arbitraires... ensemble de crimes commis sans que la communauté internationale ne prenne de véritables sanctions ou la moindre mesure contraignante contre Israël. Les larmes de crocodile versées par les gouvernements lors des massacres de Gaza ou du carnage contre la Flottille en mai 2010 ne dissuadent en rien les gouvernements israéliens qui perpétuent la même politique colonialiste et raciste, sans être inquiétés ni sanctionnés. Le ministre des Affaires étrangères d'Israël a déclaré publiquement sa volonté d'organiser l'expulsion et le transfert des populations. Lieberman, activiste d'extrême droite, redit tout haut ce que disait Sharon : « *finir le travail de 1948* » à savoir une Palestine/Israël débarrassée des populations non juives.

En France, un vaste réseau de dizaines d'associations, de syndicats et de partis politiques (dont le NPA) met en œuvre cette campagne BDS contre Israël pour que justice soit rendue au peuple palestinien. Des dizaines d'actions se sont déroulées dans les grandes surfaces commerciales pour informer les consommateurs les appelant à agir pour dire « *l'impunité ça suffit ! Justice pour la Palestine !* », actions menées aussi dans les pays européens (Italie, Espagne, Grande-Bretagne, Suisse, etc.). En même temps, de nombreuses fédérations syndicales, en Grande-Bretagne, en Irlande, en Afrique du Sud, appellent au boycott ; les dockers de San Francisco refusent de décharger les bateaux israéliens, ainsi qu'en Suède et en Norvège. Sur instruction du gouvernement, par des plaintes déposées par des officines faisant profession du soutien inconditionnel à l'État israélien, des militantEs qui mènent la campagne BDS contre Israël et pour les droits du peuple palestinien sont traînéEs devant les tribunaux (à Bordeaux, Perpignan, Pontoise, Paris, Mulhouse, etc.). Remettre en cause les politiques immorales des gouvernements israéliens serait pour Sarkozy et Alliot-Marie un acte de discrimination ethnique ! Israël a tous les droits, toute contestation de cet État est considérée comme un acte « criminel » (lire ci-contre). Derrière ces manœuvres de criminalisation de l'action populaire se cachent les intérêts économiques et stratégiques des capitalistes et des tenants de la guerre de civilisation.

Le NPA est et sera totalement engagé dans le boycott d'Israël, pour le désinvestissement et des sanctions diplomatiques, économiques, sportives et culturelles tant que les droits des Palestiniens ne seront pas reconnus et appliqués.

Ses militantEs ne seront pas uniquement solidaires des inculpéEs, ils seront encore et encore présentEs et actifs dans la campagne BDS sous toutes ses formes.

La répression n'a jamais fait taire la justice ! Les juges ne nous feront pas renoncer !

**La commission Moyen-Orient Palestine**

## Castres-Toulouse : non à l'autoroute !

**F**in juin 2010, le ministre Borloo, en pleine contradiction avec le Grenelle de l'Environnement, a autorisé la poursuite des études de réalisation du projet de liaison autoroutière Castres-Toulouse, mise en concession pour 60 ans au mieux-disant des entrepreneurs privés. Ce projet est financièrement scandaleux, socialement injuste et écologiquement désastreux.

La subvention d'équilibre versée au futur concessionnaire pourrait mobiliser jusqu'à 280 millions de fonds publics. Si le projet aboutit, cet effort financier sera largement supporté par les collectivités locales. Mieux utilisées, ces sommes mises en jeu au profit de grands groupes privés de travaux publics et de gestion d'infrastructures routières couvriraient pour plusieurs années la subvention qui assurerait la gratuité des lignes TER sur l'ensemble de la région, solution avancée et soutenue par le NPA et que la présidence socialiste du conseil régional de Midi-Pyrénées refuse d'envisager au motif de l'augmentation du trafic ferroviaire qu'une telle décision entraînerait.

Le péage pour 100 km (aller-retour) d'autoroute est par avance fixé à 14,50 euros, ce qui en réserve l'usage aux seuls privilégiés qui pourront et voudront se l'offrir, pas au smicard castrais travaillant à Toulouse (ou l'inverse) qui y engloutirait 27% de son salaire mensuel.

Des milliers d'hectares de terres agricoles seront impactés par la seule emprise de l'autoroute, le remembrement et les conséquences sur plus de 200 exploitations agricoles, et l'urbanisation inéluctable à proximité et entre les échangeurs. Samedi 18 septembre, une soixantaine d'opposants au projet de l'autoroute – associations de défense de l'environnement, agriculteurs, élus des communes et cantons ruraux directement impliqués par le projet, partis politiques (EÉ-Les Verts, NPA, PG et Les Alternatifs) –, ont manifesté leur opposition au projet et présenté leurs propositions alternatives par l'aménagement de la RN 126 déjà existante et le développement des transports collectifs publics ferroviaires et routiers. Ils ont installé trois tracteurs revendicatifs (« *Notre outil de travail n'est pas délocalisable* », « *Défendons la terre qui nous nourrit* ») sur le terre-plein du rond-point de la Prade, à Soual, et ont dressé des barrières de péage fictives à l'emplacement de la future gare de péage de l'autoroute. La grande majorité des automobilistes, rackettés avec humour pour sortir de leurs poches 280 millions d'euros « *pour aider Borloo* » en contrepartie d'un tract et d'une bouchée de pain d'épice de fabrication locale, ont exprimé leur soutien à cette action, en contradiction formelle avec la propagande UMPiste qui laisse entendre que la popula-

tion castraise est favorable au projet autoroutier.

Une signature de ministre ne fait pas la réalisation d'un projet, même quand celui-ci est soutenu par la mono-industrie locale, le groupe pharmaceutique Pierre Fabre, choyée par l'UMP tarnaise et courtisée par le baronnie régionale PS. D'autres actions suivront pour combattre la mise en œuvre du projet. Les fédérations NPA de la Haute-Garonne et du Tarn y participeront.

**Antoine Dequidt (NPA 81) et Stella Montebello (NPA 31)**



(PHOTO THÈQUE ROUGE/CLAUDE ROELEN-DEQUIDT)

## La Poste : une grève qui fera date

**L**e 24 septembre, les agents postiers de la distribution de Paris 10<sup>e</sup> ont fait reculer la direction de La Poste, après dix jours de grève reconductible. À l'appel des organisations SUD, CGT, CFDT et FO, ils ont protesté contre le diktat de la direction qui voulait imposer une réorganisation avec à la clé : suppression de 25 emplois, remise en cause des régimes de travail et organisation des tournées qui aurait imposé le remplacement des absentEs par les autres agents. Au long des négociations qui duraient depuis le mois de juin, les syndicats ont fait des propositions pour que la direction revoie son projet. Devant son refus catégorique, la grève a démarré le 14 sep-

tembre avec 60% de grévistes, un taux constant pendant les dix jours du conflit. Les grévistes étaient tous présents aux piquets de grève devant le bureau. Cette détermination couplée d'une unité sans faille des syndicats ont fait reculer la direction. Le 22 septembre, elle a ainsi maintenu l'organisation et le régime de travail actuel. Ce conflit a aussi permis de limiter la casse en matière d'emploi (15 emplois supprimés sur les 25 prévus). Après avoir manifesté le 23 septembre pour les retraites, les grévistes ont repris le travail le 24, tous ensemble, en chantant et scandant les slogans du conflit, applaudis par celles et ceux qui étaient au boulot.

Ce conflit restera gravé dans la mémoire des grévistes, notamment les plus jeunes dont c'était le premier combat. Unis, déterminés, solidaires, les agents de Paris 10 ne sont pas près d'oublier les ingrédients nécessaires pour lutter contre les mauvais coups que l'on veut leur imposer. Ce conflit doit aussi servir d'exemple aux organisations syndicales pour réitérer cette unité syndicale dans tous les bureaux parisiens. Ainsi, les directions de La Poste hésiteraient à imposer leurs incessantes réorganisations pour supprimer des emplois.

**Correspondante**

## Campagne BDS : procès de Sakina Arnaud

**E**trange audience que celle de la cour d'appel de Bordeaux ce 24 septembre. Sakina Arnaud, militante de la LDH, a été condamnée à 1000 euros en première instance pour « *discrimination envers des personnes en raison de leur appartenance à une nation* » pour avoir apposé un autocollant « *Boycott Israël Apartheid* » sur un jus d'oranges et une caisse du Carrefour de Mérignac (Gironde).

Ni les parties civiles, ni la procureure, ni même la présidente n'ont répondu aux arguments avancés par la défense. Sakina a expliqué que si elle ne niait pas les faits, elle contestait absolument l'incrimination d'appel à discrimination. Ses avocats ont demandé que soit examinée la question prioritaire de la constitutionnalité des poursuites. L'article de la loi de 1881 sur la liberté de la presse utilisé pour condamner Sakina est-il

conforme à des textes ultérieurs et de valeur juridique plus élevée comme la Déclaration universelle des droits de l'homme ? La cour pouvait, avant de traiter du dossier, poser la question à la Cour de cassation. Refus du préalable, question jointe au fond.

Les avocats ont montré que le premier jugement condamne Sakina pour les termes d'un autocollant qui n'est pas celui qui est incriminé mais un autre trouvé dans son sac ! Pas de réponse.

Procureure et parties civiles font état de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme qui a confirmé la condamnation pour discrimination de l'ancien maire de Seclin, Jean-Claude Willem. Or celle-ci (scandaleuse par ailleurs) est fondée sur un autre article de loi que la plainte contre Sakina, le maire ayant demandé que les services de la commune n'achètent plus de produits

israéliens : Sakina n'a aucun pouvoir ni autorité lui permettant de peser sur la libre décision des consommateurs de continuer ou pas à acheter des produits israéliens ! Pas de réponse.

Nicole Kiil-Nielsen, députée européenne, a développé l'absence de traçabilité des produits en provenance des colonies et l'illégalité de leur commercialisation. Pas de réponse.

Maurice Rajsfus, écrivain et militant, a montré à quel point la discrimination et la haine étaient « *de l'autre côté du Mur* ». Maître Goldnadel a préféré présenter Sakina et ses soutiens comme « *l'aile la plus dure, islamo-gauchiste* », du mouvement pro-palestinien !

Espérons que le jugement du 22 octobre ne retiendra pas de tels délires.

**Sarah Inger et Roger Devaneux**

## Meeting retraites réussi à Saint-Quentin

**L**e Collectif de défense des retraites de l'Aisne, initié par le NPA et rassemblant les organisations CNT, Fase, GU, PCF, PG, Unef et Solidaires, a organisé un meeting retraites le 22 septembre à Saint-Quentin (Aisne). Ce meeting a rassemblé une cinquantaine de personnes, ce qui est un peu décevant mais n'est pas rien au sein de la ville de Xavier Bertrand.

L'absence remarquable de la CGT n'a pas terni le débat, les interventions syndicales de la FSU (Anne Féray, à propos des

femmes et de la fonction publique), de l'Unef (à propos des jeunes) et de Solidaires (Christian Mahieux, à propos de la stratégie syndicale) ont été remarquables. Au niveau politique, l'intervention de Sandra Demarcq pour le NPA a été de loin la plus remarquée, articulant parfaitement les questions de l'illégitimité du pouvoir en place avec la stratégie de construction de la grève générale, tandis que les intervenants du Front de gauche se positionnaient beaucoup plus sur les questions d'alternance du pouvoir (sau-

ver les acquis du Conseil national de la Résistance pour le PG, demander la dissolution de l'Assemblée nationale et constituer un nouveau Front populaire pour la GU).

Le public, surtout militant, a pu y confronter ses points de vue, sur la construction de la grève générale notamment. Les liens militants créés par ce meeting seront très utiles à l'avenir.

**Clément Lefèvre**





Le chiffre

**220 millions**

**C'est la somme qui devrait revenir à Bernard Tapie pour solde de tout compte dans l'affaire de la vente d'Adidas par le Crédit lyonnais, selon le président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, Jérôme Cahuzac. Pour Christine Lagarde, son enrichissement personnel ne serait « que » de 40 millions d'euros. Une bagatelle ! Comment en arrive-t-elle à ce montant ? Lagarde refuse de répondre. Quoi qu'il en soit, ces sommes astronomiques pour les travailleurs sont tout simplement scandaleuses et apparaissent comme un cadeau à celui qui a soutenu la campagne de Sarkozy.**

#### Dossier policier en charpie

On souvient de la débauche de moyens policiers utilisés, il y a deux ans pour retrouver les « dangereux terroristes » responsables d'avoir endommagé des lignes de TGV. Et de la débauche de moyens de communication mise en œuvre par le gouvernement pour transformer Julien Coupat et ses camarades en « groupe de Tarnac » qualifié sans rire par le procureur de Paris de « structure à vocation terroriste ». Non seulement le dossier est vide de toute preuve formelle mais, en plus, les éléments fournis par la police – surveillance vidéo et écoutes téléphoniques – ont été obtenus hors de tout cadre légal, puisqu'ils n'ont pas été autorisés par un magistrat. Quant aux procès-verbaux de filature, leurs incohérences et leurs invraisemblances suggèrent franchement la fabrication de preuves. Les avocats de la défense ont donc déposé une demande d'annulation complète de toute la procédure. Réponse de la cour d'appel de Paris dans un mois.

**Petits arrangements à la Mairie.** Le Conseil de Paris vient d'avaliser l'accord passé entre Bertrand Delanoë, Jacques Chirac et l'UMP. Ces derniers rembourseront à la Ville de Paris 2 200 000 euros correspondant

aux 21 emplois fictifs pour lesquels l'ancien président (et ancien maire de Paris) est poursuivi en justice. En échange, la Ville de Paris retire sa plainte. Pour sa défense, le PS affirme que le procès aura bien lieu quand même. Certes... mais le procès de déroulera sans partie civile et donc, sans personne à charge contre Chirac. Et nul doute que ce remboursement avant même le procès sera considéré comme un « beau geste » de la part de Jacques Chirac. De quoi lui valoir toute l'indulgence de la cour, d'autant que les réquisitions de l'accusation seront vraisemblablement de pure forme. En gros, toutes les conditions sont réunies pour que Super menteur échappe à toute condamnation. Grâce à un Parti socialiste décidément bien accommodant ! Les élus PS, PCF et UMP ont voté pour. Les élus Verts et Parti de gauche ont voté contre. Quant à Bertrand Delanoë, il justifie également sa démarche par « son respect pour la fonction présidentielle ». Ainsi vont la justice et la classe politique : durs avec les faibles, doux avec les puissants...

**Chômage en hausse.** La publication des chiffres du chômage pour le mois d'août vient contredire sans appel tous les mensonges du gouvernement

sur l'amélioration de la situation : 2 692 500 chômeurs de catégorie A, soit 15 900 de plus qu'en juillet. Si l'on comptabilise l'ensemble des catégories de chômeurs tenus de faire la démonstration qu'ils cherchent activement un emploi, on atteint 3 970 900 demandeurs d'emploi en France métropolitaine (4 216 800 en France DOM compris). Soit une augmentation de 7 % en un an. Le nombre de chômeurs de plus de 50 ans a, lui, augmenté de 16 % pendant la même période. Une preuve supplémentaire que la réforme des retraites aura pour effet principal de faire baisser le niveau des pensions.

**Hôpitaux en fusion.** Le 22 septembre, le Conseil de surveillance de l'hôpital de Creil (Oise) a voté, par huit voix contre six, la fusion des hôpitaux de Creil et de Senlis. Cette décision, qui ne fait absolument pas l'unanimité au sein des élus et de la population de l'agglomération creilloise, sert ainsi de caution auprès des défenseurs de la loi Bachelot et de la privatisation de l'hôpital public. Seuls des représentants de la population et deux délégués syndicaux CGT ont refusé ce plan qui vise à réduire l'offre de soins et le personnel, y compris médical. Un plan proposé par le directeur de l'Agence

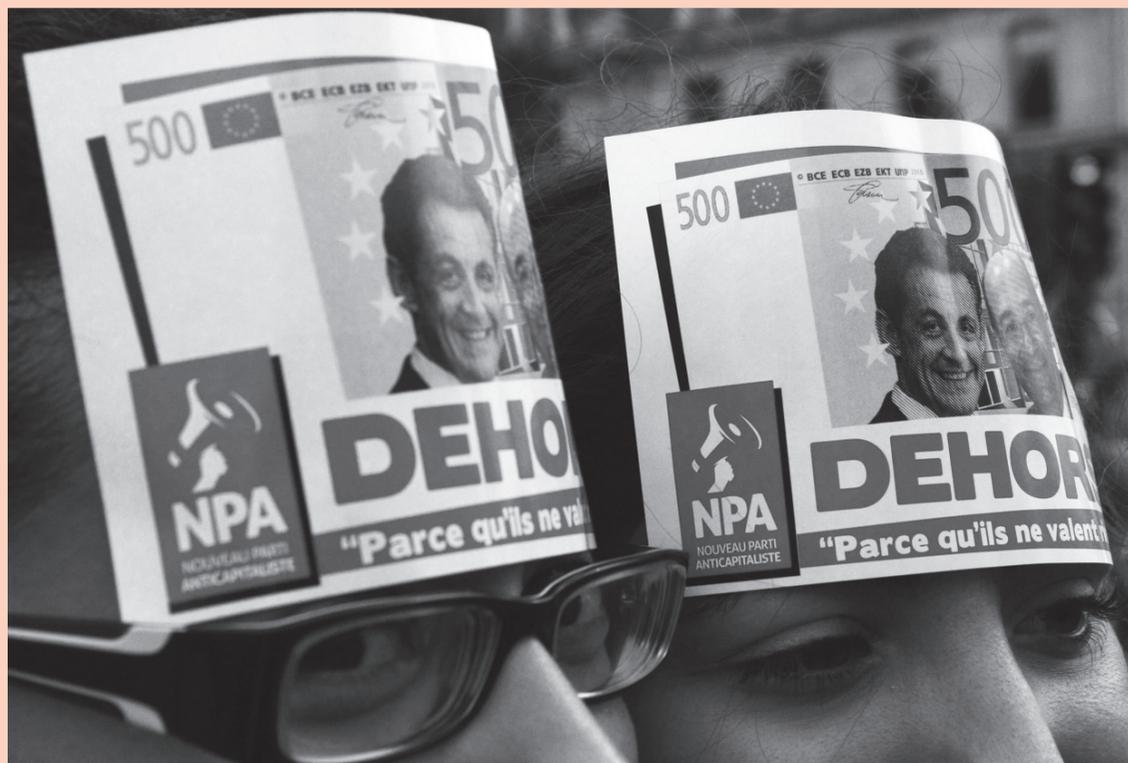
régionale de santé de Picardie, Christophe Jacquet, au prétexte de faire disparaître le déficit « abyssal » de l'hôpital de Creil créé de toutes pièces par un système comptable qui continue cependant de verser à ses actionnaires de juteux profits réalisés sur le dos des malades. La résistance s'organise depuis des années pour sauver l'hôpital de Creil dont dépend une population souvent issue des classes populaires.

**Israël exclu de l'UEFA ?** Coup de colère de Michel Platini président de l'Union européenne des associations de football, suite au rapport du président de la fédération de football palestinienne dénonçant les mesures d'entrave des forces d'occupation à l'exercice du football par les Palestiniens. De plus, le matériel sportif offert à la Palestine par l'UEFA est depuis plus d'un an bloqué par les douanes israéliennes. Rendez-vous est donné à l'automne lors de la réunion du bureau exécutif de l'UEFA ou Israël sera sur le banc des accusés.

**Transphobie au tribunal.** La vie des trans est souvent un parcours du combattant.

Néanmoins, certaines mesures sont prises pour leur faciliter la vie. Ainsi, une circulaire du ministère de la Justice de mai 2010, demande aux tribunaux de ne pas faire passer d'expertises médico-psychologiques aux trans qui demandent un changement d'état civil car « cette exigence s'avère aussi souvent inutile, en raison des nombreux rapports et documents médicaux devant être fournis par le requérant ». Le tribunal de grande instance de Lyon n'en a cure et demande à Xavier qui a fait pratiquer une hystérectomie totale et une mammectomie de passer ces expertises au motif que les pièces versées à son dossier comportant témoignages de proches, attestations de médecins, comptes-rendus opératoires, etc. « ne permettent pas de déterminer qu'il souffre d'un syndrome de transsexualisme ». Xavier est enseignant d'anglais et doctorant en littérature. Il doit enseigner sous son identité féminine malgré son apparence et sa voix masculine. Chaque jour, Xavier doit prouver qu'il n'usurpe pas l'identité de quelqu'un d'autre. Ces expertises en plus d'être inutiles et humiliantes sont payantes et Xavier devrait déboursier 800 euros.

## WOERTH, SARKOZY, Dehors !



Paris, le 23 septembre. Manifestation contre le projet gouvernemental sur les retraites et gros succès pour les autocollants du NPA. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

## “ NO COMMENT ”

*D'ici à 2012, j'aurai, je l'espère, réparé les dégâts de Mai 68 qui avait cassé l'université.*

VALÉRIE PÉCRESSE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE.

LE FIGARO 26 SEPTEMBRE.

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction :** 01 48 70 42 27  
**Diffusion :** 01 48 70 42 31  
**Administration :** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
**Mail :** redaction@npa2009.org  
**Numéro ISSN :** 1969-8178  
**Commission paritaire :** 0414 P 11508  
**Tirage :** 8 000 exemplaires

**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :** François Coustal  
**Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr